

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 219 | Date 26 août - 1 septembre

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 35 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

28 août : La police turque a arrêté 20 personnes dans 11 provinces pour leurs liens présumés avec le mouvement Gülen.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

26 août : A Soma, Manisa, les forces de gendarmerie ont arrêté au moins 70 personnes, dont le président du syndicat indépendant des mineurs, Gökay Çakır, lors d'un

sit-in de protestation des mineurs qui s'opposaient au licenciement de travailleurs pour s'être syndiqués.

27 août : Des travailleurs licenciés de CarrefourSA en Turquie ont été arrêtés par la police alors qu'ils protestaient contre leur licenciement, ce qui a mis en lumière les tensions entre les militants des droits du travail et les forces de l'ordre.

29 août : A Gaziantep, la police est intervenue et a arrêté 33 personnes, dont le président de BİRTEK-SEN Mehmet Türkmen et le spécialiste de l'organisation Mazlum Ayciçek, lors d'une manifestation des travailleurs d'Akcanlar Tekstil et de BİRTEK-SEN contre les mauvaises conditions de travail et les déductions fiscales, après que leur déclaration de presse prévue devant un hôtel ait été bloquée par les autorités.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

26 août : Le radiodiffuseur international public allemand Deutsche Welle (DW) portera la condamnation du coordinateur de son bureau d'Istanbul, le journaliste Bülent Mumay, devant la Cour constitutionnelle de Turquie, après qu'une cour d'appel inférieure a refusé d'annuler sa condamnation.

27 août : Un tribunal turc a ordonné l'interdiction d'accès aux comptes X de 82 personnes, dont d'éminents journalistes et hommes politiques, tels que le politicien kurde Ertuğrul Kürkçü, les journalistes Amberin Zaman, accusés de diffuser de la propagande terroriste.

27 août : La journaliste de l'agence de presse Demirören (DHA) Zehra Baykal a été agressée physiquement et

blessée par un groupe qui serait lié aux deux personnes disparues après avoir pris la mer à Yalova.

29 août : À İstanbul, une jeune fille de 16 ans est accusée d'avoir insulté le président Recep Tayyip Erdoğan, et le procureur demande sa condamnation.

30 août : Kemal Kılıçdaroğlu, ancien dirigeant du principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), risque plus de trois ans de prison depuis qu'un tribunal a accepté un acte d'accusation l'accusant de « faire l'éloge du crime et des criminels » à travers des déclarations publiques faites depuis plusieurs années pour défendre les victimes de la répression gouvernementale de la dissidence.

MINORITÉ KURDE

27 août : Deux détenus kurdes de la prison de Bafra, dans la province turque de Samsun, sur la mer Noire, ont été placés à l'isolement pendant 11 jours pour avoir écrit des poèmes en kurde.

28 août : Trente et un détenus kurdes de la prison d'İzmir, en Turquie, ont été interdits d'appels téléphoniques et de visites pendant un mois après avoir commémoré la résistance de Kobani avec des chansons et des slogans kurdes.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

28 août : Un étudiant palestinien en Turquie risque l'expulsion après avoir participé à une manifestation contre les relations commerciales avec Israël, une action qui a conduit les autorités turques à entamer une procédure d'expulsion.

28 août : Au cours d'un trajet en métro à İstanbul, deux hommes auraient agressé verbalement et physiquement un enfant syrien qui vendait des barrettes, l'un d'eux s'étant également opposé à un passager qui tentait de s'interposer, en mettant en doute la nationalité du passager.

29 août : Hanan Mouselli Dagır, avocate d'origine syrienne récemment devenue membre du barreau d'İzmir, a fait l'objet de remarques racistes, discriminatoires et haineuses sur les médias sociaux.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

29 août : Mehmet Emin Çam, 72 ans, détenu à la prison fermée de type T de Beşiri à Batman, dans l'est de la Turquie, se verrait refuser l'accès à ses médicaments essentiels depuis deux semaines.

30 août : Tayfun Kahraman, un prisonnier du procès de Gezi en Turquie, serait victime de mauvais traitements en détention, notamment parce qu'on lui refuse l'accès à des soins médicaux et à d'autres droits fondamentaux, ce qui suscite des inquiétudes quant à son bien-être.

RÉPRESSION TRANSNATIONALE

27 août : Un journaliste syrien, Bakr al-Kassem, travaillant pour plusieurs médias dans une région du nord du pays contrôlée par des factions rebelles soutenues par la Turquie, a été arrêté par les autorités locales.